

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOITEL-RYNDERS

ZI n°4 rue Gabriel Laurette
59880 ST SAULVE

Références : V2.2023.011
Code AIOT : 0003801842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée les 4 et 5 janvier 2023 dans l'établissement BOITEL-RYNDERS implanté ZI n°4 rue Gabriel Laurette 59880 ST SAULVE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du signalement d'une pollution du milieu naturel transmis par la DDTM en date du 03/01/2023 et identifiant la société Boitel-Rynders comme pouvant être à l'origine de cette pollution.

Ce rapport fait suite à un premier rapport d'inspection en date du 10/01/2023, proposant des mesures d'urgence permettant de gérer l'événement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOITEL-RYNDERS
- ZI n°4 rue Gabriel Laurette 59880 ST SAULVE
- Code AIOT : 0003801842
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOITEL RYNDERS est spécialisée dans les combustibles de chauffage et propose différents services aux particuliers et entreprises :

- Entretien ou dépannage des chaudières ou conduits (ramonage, tubage et chemisage) ;
- Vente et livraison de combustibles ;

- Vente, installation, entretien et dépannage de chauffage.

Dans ce cadre, elle exploite un site de transit de produits combustibles en vue de la revente aux particuliers et grossistes autorisé par arrêté préfectoral du 08/06/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : gestion des réseaux, ouvrages d'assainissement et des rétentions et surveillance des installations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Exploitation des installations – consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 1.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 08/06/2122, article 4.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au signalement de la pollution, la visite d'inspection a permis de constater que :

- le réseau d'assainissement n'est pas conforme au dossier d'autorisation,
- les opérations de dépotage-remplissage de liquides inflammables ne sont pas réalisées sur une zone en rétention,
- la surveillance des installations n'est pas assurée par des personnels nommément désignés,
- le volume de rétention nécessaire en cas d'accident de 895 m³ n'est pas garanti.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autres dispositions [...] Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles reprises à l'article . [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- la rétention sous les prises de raccordement de dépotage se déverse directement sur l'aire de dépotage,- l'aire de dépotage est souillée par les hydrocarbures,- les eaux météoriques entraînent les hydrocarbures pour partie dans le réseau d'assainissement et pour partie vers les zones non imperméabilisées du site,- le débourbeur séparateur d'hydrocarbures de cette zone est saturé par des hydrocarbures. L'aire de dépotage n'est ni étanche, ni reliée à une rétention.
Observation : L'aire de dépotage-chargement des camions doit constituer une rétention pour les opérations de déchargement et de chargement. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitation des installations – consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.
Constats : L'exploitant a déclaré que les opérations de dépotage du carburant ou de nettoyage des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures qui ont pu occasionner la pollution constatée du milieu ne sont pas réalisées sous la surveillance de personnels de l'installation. L'exploitant a déclaré ne pas avoir mis en place de consignes d'exploitation permettant de vérifier le bon fonctionnement des installations.
Observations : L'exploitation des installations doit être réalisée sous la surveillance de personnes nommément désignées. Les consignes d'exploitation doivent être établies et comprendre les modalités de surveillance. Cette non-conformité fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 1.3.1
Thème(s) : conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Suite au courriel de la DDTM du 03/01/2023 signalant 2 pollutions aux hydrocarbures, dont l'une au fioul pouvant avoir pour origine le site Boitel-Rynders situé à Saint-Saulve, l'inspection s'est rendue sur place le 04/01/2023 matin et le 05/01/2023 après-midi. L'inspection a constaté que le réseau d'assainissement des installations n'a pas été réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation. En effet, le débourbeur séparateur d'hydrocarbures (DSH) de la plate-forme de dépotage, n'est pas relié au second DSH situé en aval avant le rejet vers le milieu naturel.
Observations : Le réseau d'assainissement de la plate-forme de livraison et de distribution de liquides inflammables n'est pas conforme aux plans du dossier de demande d'autorisation initial. Ces non-conformités font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2022, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Afin de tamponner les eaux pluviales collectées sur site, l'exploitant dispose en permanence d'un volume de 895 m ³ , comprenant un bassin étanche de 545 m ³ , 320 m ³ sur dalle bordurée et 30 m ³ de canalisations. Des indicateurs visuels présents sur le dispositif de tamponnement permettent de connaître à tout moment le volume disponible pour recueillir les eaux pluviales. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement

des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<p>Constats :</p> <p>Les installations de traitement ne sont pas contrôlées régulièrement par l'exploitant qui a déclaré faire procéder uniquement à un nettoyage annuel de tous les DSH.</p> <p>L'inspection a constaté que le nouveau débourbeur séparateur d'hydrocarbures (DSH) aval des installations est équipé de détecteurs et d'une alarme en cas de dysfonctionnement et n'était pas saturé d'hydrocarbures le jour de la visite.</p> <p>L'inspection a constaté que le DSH de la plate-forme de dépotage était saturé le jour de l'inspection et qu'un dysfonctionnement du dispositif d'obturation pouvait être à l'origine de la pollution du milieu naturel en aval du site.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le DSH de la plate-forme de dépotage ne fait pas l'objet d'une surveillance régulière hormis le nettoyage annuel et que le fonctionnement du dispositif d'obturation n'était pas vérifié.</p> <p>L'inspection a constaté des ruissellements des eaux météoriques issus de l'aire de dépotage rejoignent le milieu en entraînant des hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant, interrogé sur la capacité de rétention du site, a indiqué qu'il ne dispose pas des éléments permettant de justifier que le site dispose d'une capacité de rétention de 895 m³.</p> <p>Pour rappel, le dossier prévoit (p 231) que la dalle participe à la rétention du site prévue pour un volume de 895 m³. Pour ce faire, il est "nécessaire de mettre en œuvre localement des bordures et/ou des murets dont le niveau supérieur sera situé au moins à 20,10 m NGF. Un relevé topographique incluant des points en limite d'opération ou de dalle permettra d'affiner l'implantation précise des bordures et/ou murets à mettre en œuvre."</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir mis en place ces bordures ou murets, ni étudié leur mise en œuvre. Il a également déclaré ne pas être en mesure de pouvoir justifier d'un volume de rétention disponible de 895 m³ pour ses installations.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n°1 :</p> <p>Les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures doivent être surveillés et entretenus régulièrement et leurs dispositifs d'obturation vérifiés afin d'en assurer le bon fonctionnement.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p> <p>Observation n°2:</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer à son dossier de demande d'autorisation et d'étudier la topographie du site pour définir les mesures nécessaires pour que le site soit en mesure de tamponner le volume prévu 895 m³ et les mettre en œuvre.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois